

1982, chapitre 55

## LOI SUR LES CESSIONS DE BIENS EN STOCK

---

### **Projet de loi n° 97**

présenté par M. Marc-André Bédard, ministre de la Justice

Première lecture le 15 novembre 1982

Deuxième lecture le 3 décembre 1982

Troisième lecture le 16 décembre 1982

**Sanctionné le 16 décembre 1982**

---

**Entrée en vigueur: par proclamation du Gouvernement**

---

### **Loi modifiée:**

Loi sur les connaissances (L.R.Q., chapitre C-53)





## CHAPITRE 55

### Loi sur les cessions de biens en stock

[Sanctionnée le 16 décembre 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q., c.  
C-53, titre  
de la loi,  
remp.

**1.** Le titre de la Loi sur les connaissances (L.R.Q., chapitre C-53) est remplacé par le suivant:

«Loi sur les connaissances,  
les reçus et les cessions de biens en stock».

L.R.Q., c.  
C-53, aa.  
10, à 57,  
annexes 1,  
2, aj.  
Enregistre-  
ment.

**2.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 9, de ce qui suit:

«**10.** Une garantie consentie en vertu de la présente section n'a d'effet à l'égard des tiers qu'à compter de son enregistrement.

#### «SECTION III

##### «DES CESSIONS DE BIENS EN STOCK

Cession de  
bien en  
stock.

«**11.** Une personne peut, en considération d'un emprunt ou d'une ouverture de crédit, céder tout en conservant la possession tout bien en stock de son entreprise, que celle-ci ait trait à un bien ou à un service et qu'elle soit à caractère commercial ou non.

«bien en  
stock».

On entend par «bien en stock», tout bien meuble en réserve y compris une matière première, un bien en cours de transformation, un produit fini, un animal, une denrée, un bien servant à l'emballage, ainsi qu'un hydrocarbure ou une substance minérale même lorsqu'ils ne sont pas encore détachés du sol.

Droits du  
cession-  
naire.

«**12.** Le cessionnaire acquiert sur les biens cédés les mêmes droits que ceux que confère au bénéficiaire l'endossement d'un connaissance ou d'un reçu fait en vertu des articles 1 ou 6.

Cession de  
biens  
futurs.

« **13.** Le cédant ne peut céder que les biens dont il est propriétaire; il peut, toutefois, céder des biens futurs, mais la cession n'a effet à l'égard de ces biens qu'à compter du moment où il en devient propriétaire.

Remplace-  
ment d'un  
bien.

« **14.** Tout bien acquis en remplacement d'un bien cédé fait l'objet de la cession.

Perte ou  
destruc-  
tion.

La cession n'est pas réputée être sans objet en cas de perte ou de destruction de tous les biens cédés lorsque le cédant les remplace dans un délai raisonnable compte tenu de la quantité et de la nature de ces biens.

Biens utili-  
sés sans  
remplace-  
ment.

« **15.** Lorsque le cédant cède des engrais, des amendements, des semences, des pesticides ou des herbicides, et, par la suite, les utilise sans les remplacer, la cession a de plus pour objet la récolte produite au cours du premier cycle de production qui suit cette utilisation.

Manda-  
taire.

« **16.** Aux fins de l'exploitation de l'entreprise, le cédant exerce sur les biens cédés les pouvoirs d'un mandataire du cessionnaire. Toute dépense engagée pour l'exploitation de l'entreprise demeure à la charge du cédant.

Garde.

« **17.** Le cédant doit apporter à la garde des biens cédés le soin d'un bon père de famille.

Responsa-  
bilité de la  
perte.

Toutefois, la perte ou la détérioration d'un tel bien incombe au cédant, sauf si elle survient par la faute du cessionnaire.

Indemnité.

« **18.** L'indemnité payable en raison de la perte ou de la détérioration d'un bien cédé appartient au cessionnaire jusqu'à concurrence de sa créance. Le paiement fait de bonne foi au cédant avant dénonciation est libératoire.

Réparation  
ou rempla-  
cement.

Le cessionnaire peut imputer l'indemnité au paiement de la créance ou la remettre au cédant pour la réparation ou le remplacement du bien visé.

Rembour-  
sement par  
antici-  
pation.

« **19.** À la suite de tout transport, volontaire ou judiciaire, des droits acquis en vertu de l'article 11, ainsi qu'à la suite de toute subrogation aux mêmes droits, l'emprunt ou les sommes avancées en vertu de l'ouverture de crédit peuvent être remboursés par anticipation, sans avis et sans qu'aucune sanction ou pénalité ne puisse être exigée en raison de ce remboursement.

Avis du  
transport  
ou de la  
subroga-  
tion.

Ce remboursement peut être partiel ou total et il doit être effectué avant le trentième jour qui suit l'envoi au cédant d'un avis transmis sous pli recommandé ou certifié dénonçant ce transport ou cette subrogation.

Cession  
par écrit.

« **20.** La cession doit être constatée au moyen d'un écrit qui peut être rédigé suivant le modèle apparaissant à l'annexe 1.

Mentions.

« **21.** L'écrit constatant une cession doit notamment faire mention de l'adresse du domicile, de la principale place d'affaires ou du siège social du cédant, de la nature des biens, de leur catégorie ou de leur qualité, de l'endroit où ils se trouvent, et, s'il y a lieu, du nombre ou de la quantité des biens de chaque catégorie ou de chaque qualité ainsi que de tout autre renseignement permettant l'identification de ces biens par rapport aux autres biens de même nature.

Enregistre-  
ment.

« **22.** La cession n'a d'effet à l'encontre des tiers qu'à compter de son enregistrement.

Durée et  
renouvelle-  
ment.

« **23.** L'enregistrement d'une cession est valide pour une période de cinq ans à compter de la date où il est fait; toutefois, il peut être renouvelé avant l'expiration de ce délai.

Radiation.

« **24.** La cession cesse d'avoir effet à l'encontre des tiers lorsque l'enregistrement est radié ou lorsqu'expire la période prévue à l'article 23 s'il n'y a pas eu renouvellement

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

« **25.** Les articles 22 à 24 s'appliquent à tout transport, volontaire ou judiciaire, des droits acquis en vertu de l'article 11 ainsi qu'à toute subrogation aux mêmes droits.

Inopposabi-  
lité à  
l'acheteur.

« **26.** La cession, même enregistrée est inopposable à l'acheteur qui, dans le cours normal des affaires du cédant, achète un bien cédé.

Vices  
cachés.

Le cessionnaire ne peut être tenu des vices cachés.

Créances  
de vendeur  
impayé.

« **27.** Le cédant doit dénoncer au cessionnaire, dans l'écrit constatant la cession, les créances de vendeur impayé affectant les biens cédés et les créances ainsi dénoncées priment les droits du cessionnaire.

Primauté  
des droits  
du cession-  
naire.

Sous réserve de l'article 26, les droits du cessionnaire priment tous ceux que le cédant a consentis sur ce bien postérieurement à la cession et suivent ce dernier en quelques mains qu'il passe.

Faillite du  
cédant.

Toutefois, en cas de faillite du cédant en vertu de la Loi sur la faillite (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre B-3), les créances de ses employés relatives aux salaires, traitements ou autres rémunérations qui leur sont dus pour une période n'excédant pas les trois mois précédant la date de la faillite priment les droits du cessionnaire. Il en est de même pour les créances d'un cultivateur ou d'un producteur agricole détenues à l'encontre du cédant aux conditions et pour les fins et le montant prévus au sous-paragraphe *b* du paragraphe 6 de l'article 178 de la Loi sur les banques (Statuts du Canada, 1980-81-82, chapitre 40).

Fusion  
d'entre-  
prises.

« **28.** Dans le cas de fusion d'entreprises, les droits d'un cessionnaire sur les biens qui lui ont été cédés ne sont pas affectés par la fusion.

Exemplaire  
de l'écrit.

« **29.** La remise au locateur d'un exemplaire ou d'une copie de l'écrit constatant la cession équivaut à l'avis donné en vertu de l'article 1639 du Code civil.

Défaut du  
cédant.

« **30.** À défaut par le cédant qui est en possession des biens cédés de remplir à l'égard du cessionnaire les obligations résultant de l'emprunt ou de l'ouverture de crédit, le cessionnaire a droit à la possession des biens. À défaut par le cédant de les lui remettre, le cessionnaire peut obtenir par requête une ordonnance enjoignant au cédant de remettre les biens au cessionnaire. Cette requête est présentable sans signification devant le juge en chambre ou le protonotaire spécial.

Opposition  
à une or-  
donnance.

L'opposition à l'ordonnance suit les règles fixées au Code de procédure civile pour l'opposition à la saisie avant jugement; elle est entendue d'urgence en cour de pratique.

Pouvoirs  
du cession-  
naire.

« **31.** Le cessionnaire peut terminer la transformation des biens dont il prend possession. De même, il peut procéder à la récolte sur pied ou à l'extraction de l'hydrocarbure ou de la substance minérale faisant l'objet de la cession.

Animaux.

« **32.** Lorsque les biens cédés dont il prend possession sont des animaux, le cessionnaire peut, dans le meilleur intérêt du cédant et compte tenu des circonstances, en prendre soin ou les abattre.

Vente en  
bloc ou  
séparé-  
ment.

« **33.** Le cessionnaire doit vendre les biens sans retard inutile et dans le meilleur intérêt du cédant; à cette fin il peut les vendre en bloc ou séparément.

Modes de  
vente.

« **34.** Le cessionnaire peut vendre lui-même de gré à gré ou par appel d'offres les biens dont il a pris possession ou les faire vendre à l'encan ou à l'enchère publique.

Avis au  
cédant.

« **35.** Lorsque le cessionnaire choisit de vendre lui-même les biens cédés, la vente ne peut être effectuée que cinq jours après qu'il en ait transmis avis au cédant à sa dernière adresse connue, sous pli recommandé ou certifié, à moins que ces biens ne soient périssables ou qu'il ne juge que cette formalité pourrait entraîner une diminution importante de leur valeur.

Appel  
d'offres.

« **36.** Le cessionnaire qui procède par appel d'offres peut le faire par la voie des journaux ou sur invitation.

Soumis-  
sion.

« **37.** Tout appel d'offres doit contenir les renseignements suffisants qui permettent à toute personne intéressée de présenter en temps et lieu une soumission.

Accepta-  
tion.

« **38.** Le cessionnaire est tenu d'accepter la soumission la plus élevée à moins que les conditions dont elle est assortie la rende plus désavantageuse par rapport à une soumission présentée pour un prix moins élevé ou qu'aucune soumission parmi celles qui lui sont présentées ne soit faite pour un prix raisonnable compte tenu de la nature et de la valeur des biens.

Vente par  
encan ou  
enchère  
publique.

« **39.** Le cessionnaire qui procède à la vente par encan ou par enchère publique doit le faire aux date, heure et lieu fixés dans un avis transmis au cédant à sa dernière adresse connue, sous pli recommandé ou certifié, et publié ensuite au moins cinq jours avant la date fixée pour la vente selon les règles prévues à l'article 139 du Code de procédure civile.

Reprise de  
possession.

« **40.** En tout temps avant la vente, le cédant peut reprendre possession des biens cédés en remboursant au cessionnaire l'emprunt ou les sommes avancées en vertu de l'ouverture de crédit ainsi que les intérêts, frais et accessoires; cette reprise de possession éteint les droits du cessionnaire sur ces biens.

Paiement  
des frais.

« **41.** Le cédant est tenu des frais raisonnables encourus par le cessionnaire dans l'exercice des droits qui lui sont conférés par les articles 30 à 32 et de son droit de vendre les biens.

Paiements  
divers.

« **42.** Le cessionnaire impute le produit de la vente au paiement des frais visés à l'article 41, à celui des créances primant ses droits jusqu'à concurrence du produit net de la vente, puis au paiement de la dette et des accessoires.

Surplus  
d'argent.

Lorsqu'après cette imputation, il reste un surplus d'argent, le cessionnaire doit le remettre au cédant; lorsque, par contre, le produit de la vente n'a pas suffi à payer les frais, la dette et les accessoires, le cessionnaire conserve à l'encontre du cédant une créance pour ce qui lui reste dû et il est, le cas échéant, subrogé, jusqu'à concurrence des sommes versées, dans tous les droits des personnes à qui il a payé des créances aux termes du premier alinéa.

Reddition  
de compte.

« **43.** Au plus tard huit jours après la vente des biens, le cessionnaire doit rendre compte au cédant du produit de la vente.

Contesta-  
tion.

Cette reddition de compte peut être contestée en la manière établie au Code de procédure civile.

Réglemen-  
tation.

« **44.** Le gouvernement peut, par règlement, prescrire les renseignements que doit contenir un appel d'offres prévu à l'article 37, la procédure à suivre et les délais à respecter dans l'exécution de cette modalité.

Entrée en  
vigueur.

Ce règlement entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est déterminée.



## « SECTION IV

## « DE L'ENREGISTREMENT

Registre  
informatisé.

« **45.** Le registrateur de la division d'enregistrement de Montréal tient un registre informatisé des enregistrements prévus par la présente loi.

Contenu.

« **46.** Le registre contient, par ordre alphabétique, les noms des endosseurs et des cédants, leur adresse, la nature de l'acte, le nom du bureau d'enregistrement où l'avis a été présenté, le numéro, la date et l'heure de l'inscription au registre.

Inscription.

« **47.** Tout enregistrement de droits prévu par la présente loi se fait par l'inscription de ces droits au registre.

Avis.

« **48.** Toute personne qui désire faire inscrire un droit au registre le fait par la présentation, en deux exemplaires, d'un avis, rédigé suivant l'un des modèles apparaissant à l'annexe 2, à un bureau d'une division d'enregistrement établie en vertu de la Loi sur la division territoriale (L.R.Q., chapitre D-11).

Devoirs du  
registrar-  
teur.

« **49.** Lorsque l'avis est présenté à un bureau d'enregistrement où un système informatique est utilisé, le registrateur de ce bureau inscrit lui-même et immédiatement dans le registre les mentions exigées à l'article 46. Il certifie alors, sur les deux exemplaires de l'avis, cette inscription avec mention du numéro, de la date et de l'heure de celle-ci, remet l'un des exemplaires à la personne qui a requis l'inscription et transmet l'autre au registrateur de Montréal qui le dépose dans ses archives.

Absence  
de système  
informatique.

« **50.** Lorsque l'avis est présenté à un bureau d'enregistrement où aucun système informatique n'est utilisé, le registrateur de ce bureau en informe immédiatement le registrateur de Montréal. Celui-ci doit inscrire immédiatement dans le registre les mentions exigées à l'article 46.

Informa-  
tion par  
téléphone  
ou  
télécopie.

Cette information peut être donnée par tout moyen usuel y compris la télécopie ou le téléphone. Lorsqu'elle a été donnée verbalement, le registrateur de Montréal inscrit une mention à cet effet au registre et, sur réception d'un exemplaire ou d'un fac-similé de l'avis, il vérifie l'inscription au registre et y apporte, le cas échéant, les corrections requises.

Inscription  
certifiée.

« **51.** À la suite de l'inscription au registre, le registrateur de Montréal en informe immédiatement, en la manière établie à l'article 50, le registrateur ayant reçu l'avis et ce dernier certifie, sur les deux exemplaires, l'inscription de l'avis au registre avec indication du numéro, de la date et de l'heure de l'inscription et, le cas échéant,



avec une mention à l'effet que cette information lui a été donnée verbalement; l'un de ces exemplaires est remis à la personne qui a requis l'inscription et l'autre est transmis au registrateur de Montréal qui le dépose dans ses archives.

Correc-  
tions.

Lorsque la certification sur les exemplaires a été effectuée à la suite d'une information verbale, tout registrateur peut y apporter les corrections requises à l'aide d'un état certifié des avis inscrits au registre.

Priorité de  
rang.

«**52.** Malgré l'article 2130 du Code civil, la date et l'heure de l'inscription dans le registre déterminent la priorité de rang. Le registrateur de Montréal inscrit au livre de présentation la date et l'heure de l'inscription au registre.

Radiation  
d'une ins-  
cription au  
registre.

«**53.** Tout document visant la radiation d'une inscription au registre doit être présenté, en deux exemplaires, à l'un des bureaux d'enregistrement prévus par l'article 48. Cette radiation se fait conformément au chapitre cinquième du titre dix-huitième du livre troisième du Code civil; toutefois, lorsqu'une garantie enregistrée en vertu de l'article 10 n'a plus d'effet en vertu de l'article 8 ou lorsque l'enregistrement d'une cession n'est plus valide en vertu de l'article 23, la radiation se fait au moyen d'une réquisition à cet effet présentée par toute personne intéressée.

Disposi-  
tions appli-  
cables.

Mention de la radiation est inscrite au registre et les articles 49 à 51 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

Disposition  
inappli-  
cable.

«**54.** Le cinquième alinéa de l'article 2131 du Code civil ne s'applique pas aux documents présentés en vue de leur enregistrement en vertu de la présente loi.

État certi-  
fié des avis  
enregistres.

«**55.** Une personne peut obtenir de tout bureau d'enregistrement un état certifié des avis enregistrés. Cet état est constitué d'un relevé informatique des inscriptions non radiées apparaissant au registre.

Transmis-  
sion.

Lorsque la demande est présentée à un bureau visé à l'article 50, le registrateur de ce bureau la transmet à un registrateur d'un bureau visé à l'article 49 et celui-ci délivre l'état après l'avoir certifié.

Fac-similé  
réputé  
conforme.

«**56.** Lorsque la transmission entre registrateurs d'un avis ou d'un document est effectuée par télécopie, tout fac-similé en résultant est réputé conforme à l'avis ou au document ayant fait l'objet de la transmission et fait preuve de son contenu sans qu'il ne soit nécessaire d'en prouver la signature ou le certificat qui peut y être apposé.

## « SECTION V

## « APPLICATION DE LA LOI

Ministre  
respon-  
sable.

« 57. Le ministre de la Justice est chargé de l'application de la présente loi.

« ANNEXE 1  
(article 20)

## CESSION DE BIENS EN STOCK

Je, soussigné, .....  
(cédant)

.....  
(adresse du domicile, de la principale place d'affaires ou du siège social)

en considération d'un prêt ou d'une ouverture de crédit pour un mon-  
tant de .....dollars ( \$)

qui m'est consenti par .....  
(cessionnaire)

.....  
(adresse)

cède à ce dernier les biens ci-après décrits dont je suis actuellement  
ou dont je deviendrai propriétaire:

(Description des biens)

Biens présents:

Biens futurs:

Ces biens se trouvent à: .....

(Inscrire ici les autres clauses convenues entre les parties)

Je consens cette cession en vertu de la section III de la Loi sur les  
connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q.,  
chapitre C-53).

Je garantis que les biens dont je suis propriétaire et qui sont l'objet de cette cession sont libres de toute cession et de tout privilège, sauf

.....  
(identification des privilèges existants)

et je m'engage à ce que les biens futurs dont je deviendrai propriétaire et qui sont également l'objet de cette cession soient libres de toute cession et de tout privilège.

Fait à ....., le ..... 19.....

\_\_\_\_\_  
(signature du cédant)

\_\_\_\_\_  
(signature du cessionnaire)

## « ANNEXE 2 (article 48)

### AVIS D'UNE GARANTIE EN VERTU DE LA SECTION II OU D'UNE CESSIION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de .....

.....  
(nom du bureau)

prenez avis que .....  
(endosseur ou cédant)

.....  
(adresse)

a (endossé un reçu ou connaissance ou cédé des biens en stock)  
en vertu de l'article (6 ou 11) de la Loi sur les connaissances, les  
reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q., chapitre C-53) en  
faveur de.....  
(bénéficiaire ou cessionnaire)

.....  
(adresse)

en date du .....  
(date)

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 48 de cette loi afin qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à....., le.....19.....

\_\_\_\_\_  
(signature)

AVIS DE RENOUVELLEMENT DE L'ENREGISTREMENT  
D'UNE CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de .....

.....  
(nom du bureau)

prenez avis que .....  
(cédant)

.....  
(adresse)

a fait une cession de biens en stock dont avis a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal en date du

.....  
sous le numéro....., que moins de cinq ans se sont écoulés depuis cet enregistrement et qu'il y a lieu d'effectuer son renouvellement.

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 48 de la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock (L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit inscrit au registre visé à l'article 45 de cette loi.

Fait à....., le.....19.....

\_\_\_\_\_  
(signature)

AVIS D'UN TRANSPORT VOLONTAIRE OU JUDICIAIRE  
RELATIF À UNE CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de .....

.....  
(nom du bureau)

prenez avis que les droits résultant d'une cession de biens en stock  
consentie par .....,  
(cédant)

.....  
(adresse)

dont avis a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement  
de Montréal en date du .....

....., sous le numéro .....

en faveur de .....  
(premier cessionnaire)

ont fait l'objet d'un transport de droits (volontaire ou judiciaire) en  
faveur de .....  
(nouveau cessionnaire)

.....  
(adresse)

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 48 de la Loi sur  
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock  
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit inscrit au registre visé à l'arti-  
cle 45 de cette loi.

Fait à ....., le ..... 19.....

\_\_\_\_\_  
(signature)

AVIS D'UNE SUBROGATION RELATIVE À UNE  
CESSION DE BIENS EN STOCK

Au registrateur de la division d'enregistrement de .....  
.....  
..... (nom du bureau)  
prenez avis que les droits résultant d'une cession de biens en stock  
consentie par .....  
..... (cédant)  
.....  
..... (adresse)  
dont avis a été enregistré au bureau de la division d'enregistrement  
de Montréal en date du .....  
....., sous le numéro .....  
en faveur de .....  
..... (premier cessionnaire)  
ont fait l'objet d'une subrogation en faveur de .....  
.....  
..... (nouveau cessionnaire)  
.....  
..... (adresse)

Cet avis vous est donné en vertu de l'article 48 de la Loi sur  
les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock  
(L.R.Q., chapitre C-53) afin qu'il soit inscrit au registre visé à l'arti-  
cle 45 de cette loi.

Fait à....., le.....19.....

\_\_\_\_\_  
(signature) ».

Effet.

**3.** L'article 10 de cette loi, édicté par l'article 2, n'a d'effet qu'à l'égard d'une garantie consentie après le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 2*).

Sommes  
requises.

**4.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi au cours des années financières 1982-83 et 1983-84 sont prises sur le fonds consolidé du revenu.

Effet  
d'excepti-  
on.

**5.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.